

RENAUDEAU RENOU & ASSOCIES

Commissaires aux Comptes

Associés

- David Galaup
- Marc Claverie

ASSOCIATION FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CENTRES SOCIAUX DE CHARENTE-MARITIME

47 avenue des Corsaires

17000 LA ROCHELLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

ASSOCIATION FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CENTRES SOCIAUX
DE CHARENTE-MARITIME
SIEGE SOCIAL : 47 avenue des Corsaires - 17000 LA ROCHELLE
SIRET : 781343702

À l'Assemblée Générale de l'Association Fédération Départementale des Centres Sociaux de Charente-Maritime,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Fédération Départementale des Centres Sociaux de Charente-Maritime relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans les notes 4 « Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture » et 5 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels, qui exposent le changement de réglementation et de méthode comptable résultant de la première application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 et du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023, relatifs à la modernisation des états financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025, ainsi que leur incidence sur la présentation des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permette de détecter systématiquement toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A La Rochelle, le 13 mai 2026.

RENAUDEAU RENOU & ASSOCIES
Commissaires aux Comptes


Marc CLAVERIE

BILAN

Actif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025			31.12.2024
	Brut	Amort	Net	Total
FRAIS D'ETABLISSEMENT (1)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 318.90	3 318.90		
FRAIS DE DEVELOPPEMENT				
DONATIONS TEMPORAIRES D'USUFRUIT				
CONCES. BREVETS LICENCES LOGICIELS DROITS & VAL SIMILAIRES	3 318.90	3 318.90		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS, AVANCES ET ACOMPTES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	313 150.38	207 339.35	105 811.03	114 650.79
TERRAINS	19 437.25		19 437.25	19 437.25
CONSTRUCTIONS	231 823.73	160 516.64	71 307.09	71 772.27
INSTALLATION TECHNIQUE, MAT ET OUTILLAGE INDUS.	61 889.40	46 822.71	15 066.69	23 441.27
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS, AVANCES ET ACOMPTES				
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 210.63		2 210.63	2 210.63
PARTICIPATIONS				
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
AUTRES TITRES IMMOBILISES	2 180.63		2 180.63	2 180.63
PRETS				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	30.00		30.00	30.00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (2)	318 679.91	210 658.25	108 021.66	116 861.42
STOCKS ET EN-COURS				
CREANCES D'EXPLOITATION	81 616.63	6 430.30	75 186.33	57 990.22
CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES	16 505.61	6 430.30	10 075.31	37 177.03
CREANCES RECUES PAR LEGS ET DONATIONS				
AUTRES CREANCES	65 111.02		65 111.02	20 408.79
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				404.40
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	7 914.75		7 914.75	188 810.25
INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME ET JETONS DETENUS				
DISPONIBILITES	361 862.73		361 862.73	190 832.83
TOTAL ACTIF CIRCULANT (3)	451 394.11	6 430.30	444 963.81	437 633.30
FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (4)				
PRIMES DE REMBOURSEMENTS DES OBLIGATIONS / EMPRUNTS (5)				
ECART DE CONVERSION ACTIF (6)				
TOTAL GENERAL	770 074.02	217 088.55	552 985.47	554 494.72

BILAN

Passif	31/12/2025 Montant	31.12.2024 Total
FONDS PROPRES		
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES	33 754.05	33 754.05
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES		
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES		
RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RESERVES POUR PROJET DE L'ENTITE	54 545.93	54 545.93
AUTRES RESERVES		
REPORT A NOUVEAU	153 866.14	152 274.28
EXEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	36 932.26	1 591.86
SITUATION NETTE (1)	279 098.38	242 166.12
AUTRES FONDS		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	3 203.00	3 783.00
PROVISIONS REGLEMENTEES		
TOTAL AUTRES FONDS (2)	3 203.00	3 783.00
TOTAL FONDS PROPRES (1 + 2)	282 301.38	245 949.12
FONDS REPORTES LIES AUX LEGS ET DONATIONS		
FONDS DEDIES	15 054.98	15 573.10
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (3)	15 054.98	15 573.10
PROVISIONS POUR RISQUES		
PROVISIONS POUR CHARGES	25 081.81	23 745.48
TOTAL PROVISIONS (4)	25 081.81	23 745.48
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS)		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT		7 468.97
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	97 625.29	156 101.84
DETTES D'EXPLOITATION		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	64 787.54	6 879.22
DETTES DES LEGS OU DONATION		
DETTES FISCALES ET SOCIALES	68 134.47	76 018.58
DETTES DIVERSES		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
AUTRES DETTES		958.41
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		21 800.00
TOTAL DETTES (5)	230 547.30	269 227.02
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)		
TOTAL GENERAL	552 985.47	554 494.72

COMPTE DE RESULTAT

Sélection période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Toutes les écritures

	Du 01/01/2025 au 31/12/2025		31.12.2024
	Montant	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
COTISATIONS	184 650.99		178 953.21
VENTES DE BIENS			
DONT VENTES DE DONS EN NATURE			
VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICE	59 398.54		34 992.35
DONT PARRAINAGES			
VENTES DE BIENS ET SERVICES		59 398.54	34 992.35
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	201 419.32		171 027.34
VERSEMENT. DES FONDATEURS OU CONSOMMAT. DOTATION CONSOMPT.			
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC			
DONS MANUELS			
MECENATS			
LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE			
CONTRIBUTIONS FINANCIERES			
PRODUITS DE TIERS FINANCEURS		201 419.32	171 027.34
REPRISES / AMORT., DEPRECIAT. PROV.			886.40
PRODUITS DES CESSIONS D'IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES			
UTILISATIONS DES FONDS DEDIES	518.12		6 133.00
AUTRES PRODUITS	29 526.74		36 833.17
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		475 513.71	428 825.47
CHARGES D'EXPLOITATION			
ACHATS DE MARCHANDISES			
VARIATION DE STOCK			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	145 139.99		140 715.53
AIDES FINANCIERES			
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	7 684.14		6 896.59
SALAIRES	189 867.29		187 825.96
COTISATIONS SOCIALES	76 451.79		74 128.64
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS	19 687.99		18 336.59
DOTATIONS AUX PROVISIONS	1 336.33		3 513.79
VALEURS COMPTABLES DES IMMO. INCORP. ET CORPORELLES CEDEES			
REPORTS EN FONDS DEDIES			
AUTRES CHARGES	4.42		653.65
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2)		440 171.95	432 070.75
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)		35 341.76	-3 245.28

COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2025 au 31/12/2025		31.12.2024
	Montant	Total	Total
PRODUITS FINANCIERS			
DE PARTICIPATION			
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE			
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	4 129.04		4 853.10
REPRISES SUR DEPRECIATIONS ET PROVISIONS			
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE			
PRODUITS DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES CEDEES			
PRODUITS NETS SUR CESSIONS DE VMP ET D'INSTRUMENTS DE TRESO.			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3)		4 129.04	4 853.10
CHARGES FINANCIERES			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	62.07		295.96
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE			
VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES CEDEES			
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VMP ET D'INSTRUMENTS DE TRESO.			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (4)		62.07	295.96
RESULTAT FINANCIER (3-4)		4 066.97	4 557.14
RESULTAT COURANT avant impôts (1-2+3-4)		39 408.73	1 311.86
PRODUITS EXCEPTIONNELS (5)		362.67	1 278.00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (6)		2 068.14	294.00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (5-6)		-1 705.47	984.00

COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2025 au 31/12/2025		31.12.2024
	Montant	Total	Total
PARTICIPATION DES SALARIES AUX RESULTATS (7)			
IMPOTS SUR LES BENEFICES (8)	771.00		704.00
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5)		480 005.42	434 956.57
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+7+8)		443 073.16	433 364.71
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE		36 932.26	1 591.86
SOLDE DEBITEUR = PERTE			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
DONS EN NATURE			
PRESTATION EN NATURE			
BENEVOLAT			
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
SECOURS EN NATURE			
MISES A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS			
PRESTATION EN NATURE			
PERSONNEL BENEVOLE			
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			

Annexe aux comptes annuels

Sommaire

- 1 Objet social**
- 2 Nature et périmètre des activités**
- 3 Description des moyens mis en œuvre**
- 4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**
- 5 Principes et méthodes comptables**
 - 5.1 Principes généraux
 - 5.2 Principales méthodes comptables
- 6 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat**
 - 6.1 Actif immobilisé
 - 6.1.1 Etat de l'actif immobilisé (brut)
 - 6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé
 - 6.2 Actif circulant
 - 6.2.1 Actif circulant / dépréciations
 - 6.2.2 Précisions sur d'autres créances significatives
 - 6.3 Fonds propres
 - 6.3.1 Tableau de variation des fonds propres
 - 6.4 Provisions, fonds dédiés
 - 6.4.1 Fonds dédiés
 - 6.4.2 Provisions
 - 6.5 Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice
 - 6.6 Compte de résultat
 - 6.6.1 Contributions volontaires en nature
 - 6.6.2 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits
 - 6.6.3 Rémunération des trois personnes les plus importantes hiérarchiquement
 - 6.6.4 Résultat exceptionnel

7 Engagements hors bilan

Exercice clos le 31 décembre 2025

Total Bilan : 552 985.47

Excédent : 36 932.26

1 Objet social

La Fédération Départementale des Centres Sociaux et socioculturels de la Charente-Maritime (F.D.C.S.17) a pour mission d'animer une dynamique de réseau, en accompagnant la construction de réponses collectives avec les habitants en vue d'améliorer leur vie quotidienne.

La Fédération Départementale des Centres Sociaux et Socioculturels de la Charente-Maritime se réfère aux valeurs de l'Education Populaire et à celles du Développement Social, Solidaire et Local. Elle s'inscrit dans le champ de l'Economie Sociale et Solidaire.

2 Nature et périmètre des activités

Le champ d'intervention de la F.D.C.S.17 est le département de la Charente-Maritime et s'articule autour

- D'une dynamique de réseau : le réseau des centres sociaux existe par la rencontre, l'échange, la communication et les solidarités inter-centres.

- Le premier devoir des acteurs des centres sociaux est donc celui de participation active.
- Le second est celui d'information réciproque et de transparence.
- Chaque centre social est responsable des effets de son action dans la réalisation des objectifs communs. Il a donc un devoir de solidarité.

Pour fonctionner, le réseau se dote d'une organisation dans laquelle les rôles et les différents niveaux de responsabilité peuvent être répartis pour la réalisation du Projet FD. Cette organisation est décidée par l'ensemble des membres qui doivent de ce fait, veiller collectivement à son respect

- De la construction de réponses collectives : la F.D.C.S.17 a notamment en charge :

- L'affirmation et la promotion du projet FD à tous les adhérents,
- La représentation des centres sociaux chaque fois que l'intérêt du projet fédéral le justifie,
- L'animation du réseau départemental et le soutien à la vie associative par la concertation permanente et la mobilisation des différents acteurs impliqués dans la vie des centres sociaux,
- L'accompagnement de chaque adhérent dans sa démarche de projet Centre Social,
- L'implication du réseau départemental dans les instances régionales et nationales de centres sociaux, □ la dynamique de communication interne et externe.

3 Description des moyens mis en œuvre

Dans le cadre de son objet social, la F.D.C.S. 17 a mis en place des moyens pour réaliser ses objectifs :

- L'établissement d'un projet fédéral (2024-2030) ciblant 4 axes :

1. Accompagner les structures adhérentes dans toutes les étapes de leur vie
2. Agiter le réseau en proposant des espaces de cogitations, de croisements d'expériences, de partage des savoirs pour tous et toutes.
3. Valoriser les spécificités des structures de l'AVS ainsi que leurs savoir-faire et défendre les valeurs qu'elles portent.
4. Piloter des projets fédérateurs à dimension départementale sur des thématiques de société

L'existence d'une charte de fonctionnement

- L'implication des salariés : deux délégués, un Conseiller Technique Gestion/Comptable, une Assistante Fédérale - La mise en place de moyens de recrutement - Les actions proposées :

- Animer des espaces d'échanges de réflexion, de savoirs et de pratiques

- Accompagner les centres sociaux et leurs acteurs dans leur projet
 - Partenariat et coopération avec l'ensemble des acteurs institutionnels, politiques et associatifs
 - Mutualiser des connaissances et des compétences pour conduire des expertises et analyses
 - Organiser des formations d'acteurs et animer des rencontres spécifiques aux différents acteurs et aux types de professionnels
 - Proposer des méthodologies et des outils communs compréhensibles par tous
 - Soutien et appui technique aux centres sociaux
 - Etre présent dans les rencontres institutionnelles ou partenariales
 - Se doter d'observatoires, organiser la diffusion et le partage des ressources de connaissance entre les acteurs, favoriser la mutualisation de compétences internes/externes au réseau
- L'organisation de sorties à l'extérieur lorsque les conditions sanitaires le permettent
 - Le recours à des intervenants extérieurs
 - La sollicitation de subventions finalisées pour mener à bien des projets répondant à l'objet social - Les échanges réguliers avec les partenaires financeurs

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Aucun évènement majeur pouvant avoir un impact significatif sur les comptes annuels n'est à mentionner.

A noter toutefois qu'il s'agit de la première année d'application des règlements ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 et ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023.

Les impacts sur les comptes sont les suivants :

- Absence de transferts de charges en 2025 contre 1 k€ en 2024 : comptabilisation des indemnités journalières 2025 en déduction des charges de personnel pour 8 k€
- Reclassement de la provision retraite du compte 157000 (24 k€ en 2024) au compte 152100 (25 k€ en 2025)
- Comptabilisation des reprises de subventions d'investissement en compte 747000 (0,5 k€) en 2025 au lieu du compte 777000 en 2024 pour 1 k€
- Résultat exceptionnel de 1,5 k€ en 2025 correspond à des corrections d'erreur

5 Principes et méthodes comptables 5.1

Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 modifié par le règlement ANC 2020-08 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 et du règlement 2023-03 du 7 juillet 2023, modifiant les règlements 2014-03 et 2016-07 de l'Autorité des Normes Comptables, relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Changement de méthode comptable

Les impacts du changement de réglementation comptable sont les suivants :

- Absence de transferts de charges en 2025 contre 1 k€ en 2024 : comptabilisation des indemnités journalières 2025 en déduction des charges de personnel pour 8 k€
- Reclassement de la provision retraite du compte 157000 (24 k€ en 2024) au compte 152100 (25 k€ en 2025)

- Comptabilisation des reprises de subventions d'investissement en compte 747000 (0,5 k€) en 2025 au lieu du compte 777000 en 2024 pour 1 k€
- Résultat exceptionnel de 1,5 k€ en 2025 correspond à des corrections d'erreur

5.2 Principales méthodes comptables

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Evaluation des éléments inscrits en comptabilité selon la méthode des coûts historiques
- Amortissements : ils sont calculés selon le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue
- Valeurs mobilières de placement (si applicable) : premier entré, premier sorti

Les comptes présentés appliquent la méthode de référence suivante qualifiée ainsi par le règlement 2014-03 : - Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

6 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

6.1 Actif immobilisé

6.1.1 Etat de l'actif immobilisé (brut)

IMMOBILISATIONS				
Rubriques	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Logiciels informatiques de gestion	3 318,90			3 318,90
Immobilisations incorporelles	3 318,90	0,00	0,00	3 318,90
Terrains	19 437,25			19 437,25
Constructions	164 247,29	5 742,60		169 989,89
Agenc-aménagements sur immeubles	58 642,01	3 191,83		61 833,84
Agenc-aménagements divers	14 377,50			14 377,50
Matériel de transport	29 300,00			29 300,00
Matériel de bureau & informatique	10 720,76			10 720,76
Mobilier de bureau	7 491,14			7 491,14
Immobilisations en-cours				0,00
Immobilisations corporelles	304 215,95	8 934,43	0,00	313 150,38
Crédit Coopératif Parts sociales A	701,38			701,38
Crédit Coopératif Parts sociales B	1 479,25			1 479,25
Fonds de garantie				0,00
Dépôts et cautionnements versés	30,00			30,00
Immobilisations financières	2 210,63	0,00	0,00	2 210,63
TOTAUX	309 745,48	8 934,43	0,00	318 679,91

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

AMORTISSEMENTS				
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortis. de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Logiciels informatiques de gestion	3 318,90			3 318,90
Immobilisations incorporelles	3 318,90	0,00	0,00	3 318,90
Constructions	109 565,96	5 851,54		115 417,50
Agenc-aménagements sur immeubles	41 551,07	3 548,07		45 099,14
Agenc-aménagements divers	9 026,94	943,34		9 970,28
Matériel de transport	12 870,00	6 735,00		19 605,00
Matériel de bureau & informatique	10 720,75			10 720,75
Mobilier de bureau	5 830,44	696,24		6 526,68
Immobilisations corporelles	189 565,16	17 774,19	0,00	207 339,35
Crédit Coopératif Parts sociales A	0,00			0,00
Crédit Coopératif Parts sociales B	0,00			0,00
Dépôts et cautionnements versés	0,00			0,00
Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	192 884,06	17 774,19	0,00	210 658,25

6.2 Actif circulant

6.2.1 Actif circulant / dépréciations

Maintien de la provision pour dépréciation de la créance 4 516 € et constitution d'une provision complémentaire de 1 913 €.

6.2.2 Précisions sur d'autres créances significatives

Créances et Produits à recevoir	75 186.33
Créances centres sociaux	10 075.31
Cotisations	16 505.61
PROV/DEPRECIATION CPTES CSX	-6 430.30
Créances diverses	65 111.02
PRODUITS A RECEVOIR CAF	40 780,00
SALAIRES A REGULARISER	5 484.07
CHARGES SUR SALAIRES A REGULARISER	2 127.00
FOSFORA	15 219.95
AUTRES PROD A RECEVOIR – SUBV ACIS	1 500.00

Les Créances centres sociaux font l'objet d'une provision pour dépréciation d'un montant total de 6430 € au titre des cotisations du Centre Social Pont-des-Seugnes déclaré en situation de redressement judiciaire pour 4 516,50 € et de 1 913.80 € pour l'AAPIQ en recherche d'un repreneur.

6.3 Fonds propres

6.3.1 Tableau de variation des fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement 2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Impact règlement ANC 2018-06	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	33 754,05					33 754,05
Fonds propres avec droit de reprise						
Ecart de réévaluation						
Réserves	54 545 ,93					54 545,93
Report à nouveau	152 274,28		1 591,86			153 866,14
Excédent ou déficit de l'exercice	1 591,86			36 932,26	1 591,86	36 932,26
Situation nette	242 166,12	0,00	1 591,86	36 932,26	1 591,86	279 098,38
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	3 783,00				580,00	3 203,00
Provisions réglementées						
TOTAL	245 949,12	0,00	1 591,86	36 932,26	2 171,86	282 301,38

6.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

6.4.1 Fonds dédiés

Le tableau suivant défini par l'article 431-6 du règlement 2018-06 présente les informations relatives aux fonds dédiés par projet ou catégorie de projet.

(1) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)							
- DRJSCS 2017	1 106,10					1 106,10	1 106,10
Valeurs de la République							
- DDCS 2021	1 500,00					1 500,00	1 500,00
ALSH Emancipateurs							
- Réseau Jeunes 2021/2024	12 967,00		518,12			12 448,88	
Contributions financières d'autres organismes (1)							
Ressources liées à la générosité du public (1)							
TOTAL	15 573,10		518,12			15 054,98	

6.4.2 Provisions

6.4.2.1 Provisions pour risques et charges

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions réglementées				-
Provisions pour Charges	23 745.48	1 336.33		25 081.81
Provisions pour Risques				-
	23 745.48	1 336,33	-	25 081,81

6.4.2.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

L'engagement retraite a été calculé selon la méthode prospective avec les hypothèses suivantes :

- Départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans,
- Taux de charges sociales : variables selon les profils
- Taux d'actualisation : 3,96 % au 31 décembre 2025
- Convention Collective : ALISFA

La dette actuarielle ainsi calculée s'élève à 25 081.81 €.

6.5 Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

Actif circulant :	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances Centres Sociaux	16 505,61	16 505,61	
Prêts aux Centres Sociaux			
Autres Créances	65 111,02	65 111,02	
Charges constatées d'Avance			

Etat des dettes	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Etablissement de crédit				
Dettes financières diverses	97 625,29	97 625,29		
Fournisseurs	64 787,54	64 787,54		
Dettes sociales et fiscales	68 134,47	68 134,47		
Dettes / Immobilisations				
Dettes diverses				
Produits perçus d'avance				
Total	230 547,30	230 547,30		-

6.6 Compte de résultat

6.6.1 Contributions volontaires en nature

Par nature effectuées à titre gratuit, elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

Les contributions volontaires en nature pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 pour les temps passés par les bénévoles n'ont pu être quantifiés.

6.6.2 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Conformément à l'article 431-9 du Règlement ANC 2018-06, les subventions obtenues au cours de l'exercice sont les suivantes par catégorie de subventions et par financeurs :

- Subventions de fonctionnement
 - Total ETAT : 21 165.66 €
 - Total FONJEP : 7 107 €
 - Total CAF : 116 066.66 €
 - Total DEPARTEMENT : 31 500 €
 - Total AUTRES SUBV FDCSC : 25 000 €
 - Soit un total de 200 839,32 €
- Subventions d'investissement : 0

6.6.3 Rémunération des trois personnes les plus importantes hiérarchiquement

Les personnes les plus importantes hiérarchiquement sont les deux Coprésidents, et le trésorier. Elles ne perçoivent pas de rémunération.

6.6.4 Résultat exceptionnel

L'article 832-21 du règlement précise que le résultat exceptionnel est désormais constitué :

- des produits et charges directement liés à un événement majeur inhabituel,
- des écritures comptables d'origine purement fiscale,
- des changements de méthode comptable que l'entité est amenée à comptabiliser en résultat plutôt qu'en capitaux propres, en raison de l'application de règles fiscales,
- des corrections d'erreur.

Les produits exceptionnels s'élèvent à 363 € au 31 décembre 2025 et correspondent à des corrections d'erreurs de provisions fin 2024. Les charges exceptionnelles s'élèvent à 2068€, pour les mêmes raisons.

7 Engagements hors bilan

Engagements crédit-bail : location d'un copieur 2 248 € au 31 décembre 2025